

Géopolitique du Japon : un collapsus démographique programmé

lundi 8 août 2016, par [Jean-Marie BOUISSOU](#)

Voici la démonstration que la démographie doit être prise en compte dans une analyse géopolitique, avec le cas du Japon. En effet, le vieillissement de sa population pèse déjà sur sa situation économique et obère ses perspectives de puissance.

Dans le cadre du partenariat entre le *Diploweb.com* et la collection Major série Géopolitique des Presses Universitaires de France, nous sommes heureux de vous présenter un extrait d'un ouvrage de Jean-Marie Bouissou, "Géopolitique du Japon. Une île face au monde", Presses Universitaires de France, pp. 138-143.

LES HOMMES ont fait la force du Japon pendant plus d'un siècle après sa réouverture [voir chapitre 1, II, 2]. Aujourd'hui, selon les prévisions officielles dites « intermédiaires » (fondées sur un taux de fécondité moyen de 1,35), sa population, qui a culminé à 128 millions d'habitants en 2010, sera réduite à 87 millions en 2060. On peut s'étonner que le *World Economic Forum*, quand il estime la compétitivité du Japon, ne semble nullement prendre en compte ce collapsus démographique annoncé.

La prospérité, Confucius et la crise expliquent l'effondrement de la natalité

Comme partout, la natalité a décliné [au Japon](#) avec l'accroissement du niveau de vie et de la mobilité sociale, le changement des valeurs et le retard de l'âge du mariage par les jeunes désireux d'en profiter. L'Archipel y ajoutait l'exiguïté et la cherté des logements, le coût très élevé de l'éducation et la faiblesse des aides aux familles. La liberté complète de l'avortement, bon marché et nullement stigmatisé, permet de bien contrôler les naissances. Le taux de fécondité est ainsi tombé sous le seuil de remplacement (2,1 enfants par femme) en 1975. Il a fait de même en France la même année, mais il est toujours resté supérieur à 1,6, puis est remonté autour du seuil de remplacement depuis 2006. Dans l'Archipel, il est tombé sous 1,5 en 1991, puis sous 1,3 en 2005 (1,4 en 2013).

La crise aggrave la situation. [Au Japon](#), traditionnellement, un homme ne se marie pas avant d'avoir un emploi stable. De ce fait, plus de la moitié des moins de 30 ans ne sauraient l'envisager aujourd'hui. Or seulement 2 % des enfants naissent hors mariage (France : 52 %). En outre, les couples mariés hésitent, car ils ont de plus en plus souvent besoin de deux salaires. Or, comme la société tend encore à considérer que la fonction de la femme est celle définie par Confucius - « bonne épouse et mère avisée » (*ryôsai kenbo*) -, nombre d'entreprises continuent à pousser les nouvelles mamans vers la porte. Par la suite, l'éducation de l'enfant, outre son coût, exige de la mère une implication souvent peu compatible avec un emploi régulier. Dans ces conditions, nombre de couples attendent d'hypothétiques jours meilleurs, et les jeunes Japonais sont les moins décidés du monde à fonder un foyer (26 % contre 47 % en France) et à procréer (37 % contre 58 %).

L'entretien des seniors écrasera peu à peu une force de travail grisonnante

Alors que la natalité s'effondrait, la longévité n'a cessé de croître. Elle atteint désormais 84,2 ans pour les deux sexes confondus (France : 81,5) ; seul Monaco fait mieux ! Le Japon vieillit plus rapidement que

n'importe quel pays dans l'histoire : il n'a fallu que 36 ans pour que la part des plus de 65 ans dans sa population passe de 7 à 20 % (1970-2006), contre plus d'un siècle et demi pour la France, qui n'y est pas encore (1864-2020). Au beau temps du « miracle » d'après-guerre, 30 % des Japonais avaient moins de 15 ans, 64 % étaient dans ce que les statistiques considèrent comme « l'âge actif » (15-64 ans), et seulement 6 % avaient plus de 60 ans. Quand la population a culminé en 2010, les proportions étaient de 13-64-23. En 2035, elles seront de 10-56,5-33,5. En 2060, elles pourraient être de 9-51-40 !

Cette année-là, compte tenu de l'âge réel du début de la vie professionnelle, seulement 45 % des Japonais devraient être au travail pour pourvoir à l'entretien des autres. En outre, cette population active ne cessera elle-même de vieillir : en 2000, les 50-64 ans en représentaient 36 %, et ils seront 45 % dès 2035. Ces actifs seront donc moins productifs, moins créatifs, moins adaptables aux progrès de la technologie, et probablement moins motivés car écrasés d'impôts et de prélèvements sociaux pour entretenir chacun plus d'un actif. Cette perspective paraît si sombre pour la compétitivité [du Japon](#) que le Keidanren, qui y est intéressé au premier chef, préconise ouvertement que « l'aide à la fin de vie choisie » (suspension des soins et assistance au suicide) soit rendue aussi légale et facile d'accès qu'aujourd'hui l'avortement, qui devrait inversement être rendu moins simple.



Quels sont les effets prévisibles du collapsus démographique ?

Cet effondrement semble augurer le pire [pour l'économie](#) et la compétitivité [du Japon](#) : [baisse automatique de la croissance potentielle](#) en même temps que celle de la population active, qui est l'un des éléments pris en compte pour la calculer ; diminution de l'épargne et de la consommation, donc de l'investissement ; pénurie et renchérissement d'une main-d'œuvre dont la qualité diminuera avec l'âge. Les dépenses de santé et de retraite, qui absorbaient 42 % des dépenses de l'État hors service de la dette en 2014, iront en augmentant sans cesse, réduisant d'autant les moyens de l'action publique dans les autres domaines.

Ces dépenses seront sanctuarisées par le poids politique des plus de 65 ans. Ceux-ci représentent déjà près de 30 % du corps électoral ; ils seront presque 40 % en 2035, et 46 % en 2060 – alors qu'au Japon, la participation électorale est minimale chez les jeunes et augmente avec l'âge. On peut attendre de ce corps électoral chenu une résistance croissante aux changements de toute nature, ainsi qu'un repli frileux sur soi accompagné d'un sentiment de déclin. Ce repli nourrira le nationalisme mais diminuera l'envie de risquer des affrontements – pour lesquels les forces armées pourraient d'ailleurs manquer de ressources financières et humaines. La frustration croîtra en conséquence.

Les fractures générationnelles pourraient se creuser. Les jeunes seraient démoralisés ou enrégés de vivre dans un hospice géant dont les pensionnaires accapareront les ressources communes. La population au travail s'échinerait à entretenir les uns et les autres, avec pour seule perspective de vieillir en ayant toujours ses parents à charge, dont un ou deux millions seront centenaires, tout en doutant que ses propres enfants puissent (ou veuillent) en faire autant pour elle. Les plus décidés des jeunes et des actifs pourraient préférer l'expatriation, aggravant encore le collapsus démographique.

Le pire n'étant jamais sûr, certains envisagent des évolutions plus positives. Au plan économique et technologique, le développement de nouveaux secteurs dans lequel le Japon se retrouvera en pointe : medtronique, biotechnologies et génétique curatives et réparatrices ; domotique centrée sur l'adaptation de la maison et de la ville aux personnes âgées ; technologies permettant le maintien des seniors au

travail ; etc. Le Japon acquerra ainsi une spécialisation dont beaucoup de grands pays, vieillissant à leur tour, auront besoin après lui. Les actifs, plus rares, jouiront de meilleures rémunérations et de perspectives professionnelles plus larges. La jeunesse sera choyée ; elle profitera d'une éducation meilleure et plus ouverte sur le monde, grâce à la concurrence entre universités pour attirer une clientèle devenue plus rare, et qui devront s'ouvrir plus au monde pour pallier le manque d'étudiants et d'enseignants. Enfin, les seniors, qui détiennent l'essentiel du patrimoine, devraient avoir à cœur d'en transférer une partie vers leurs enfants et petits-enfants, ce qui renforcerait la solidarité intergénérationnelle.

La relance de la natalité n'est pas vraiment à l'ordre du jour et produirait peu d'effet

Le premier remède semblerait devoir être une politique nataliste. Toutefois, les Japonais paraissent considérer la fertilité comme un phénomène naturel, auquel des mesures artificielles ne peuvent donc pas grand-chose. Les autorités multiplient celles qui ne coûtent rien. Elles encouragent les pères à prendre leur part du labeur que donnent les enfants ; mais moins de 5 % prennent les congés de paternité créés à cet effet. Elles invitent les entreprises à aménager le travail des jeunes mamans au lieu de les pousser dehors, mais sans prévoir aucune sanction. La promesse de crèches en nombre suffisant est rituellement réitérée d'année en année. Mais de moyens financiers, guère. Les allocations familiales ne dépassent pas 15 000 yens par mois et par enfant jusqu'à 15 ans. Aucun abattement fiscal pour enfant à charge n'est accordé tant qu'elles sont versées ; il est ensuite de 710 000 yen par an quel que soit le revenu, mais pour un parent à charge c'est plus d'un million. La sécurité sociale ne consacre que 7 % de son budget à la petite enfance. Elle ne prend pas en charge la grossesse et l'accouchement, au motif qu'il ne s'agit pas d'une pathologie, alors qu'accoucher à Tôkyô coûte un bon million de yens¹⁰⁰, soit quatre mois de salaire moyen. Avec la crise, l'obstacle financier est insurmontable pour les couples mal installés dans la vie.

Au demeurant, que l'État agisse ou pas, les jeux sont déjà faits pour longtemps, car le nombre de femmes en âge d'enfanter diminue d'année en année, à mesure qu'y arrivent des cohortes de plus en plus creuses. Même si la natalité commence à remonter - ce qui ne semble être ni pour demain, ni pour après-demain - il en sera inéluctablement ainsi pendant encore 30 ans (âge moyen du premier accouchement au Japon). En outre, le célibat progresse très rapidement : jusqu'aux années 1990, la quasi-totalité des Japonais se mariaient, mais un quart ou plus de ceux qui sont nés depuis pourraient ne pas le faire faute d'emploi stable, et donc ne feront pas d'enfants, ou très peu. Car au Japon, pas de mariage, pas d'enfant.

Le rêve d'une immigration totalement choisie et contrôlée

[L'immigration](#) semble donc être la seule solution, d'autant plus que les populations immigrées sont traditionnellement prolifiques. La Corée, où le taux de fécondité a dégringolé jusqu'à 1,1, s'y est résolue : la population étrangère y est passée de 400 000 à 1,5 million depuis le tournant du siècle. Au Japon, l'ONU a estimé en 2009 que pour maintenir la population active à son niveau actuel d'ici 2050, il faudrait intégrer 600 000 nouveaux immigrants par an, ce qui porterait le pourcentage de la population étrangère à plus de 25 % - une perspective impensable. Les autorités japonaises entendent plutôt augmenter le nombre de femmes qui travaillent, laisser les seniors au labeur jusqu'après 65 ans et multiplier les robots. Elles ne chiffrent donc les besoins qu'à 90 000 immigrés par an. Mais même ce chiffre implique une rupture avec le principe d'immigration zéro qui a jusqu'ici tenu lieu de politique en la matière.

Nous avons vu que le Japon a été une terre d'immigration jusqu'aux VI^es siècle de notre ère, et comment le mythe de la pureté ethnique s'y est ensuite imposé. Ce mythe n'a pourtant pas empêché les *zaibatsu* nippons d'importer dans l'Archipel un grand nombre de travailleurs coréens bon marché tout au long des années 1920-1930, avant même que le Japon instaure l'équivalent du service du travail obligatoire imposé en Europe par Hitler. La fermeture à l'immigration date de 1951, quand la guerre en Corée a fait craindre un afflux de réfugiés qui rejoindraient leurs compatriotes déjà sur place, auxquels les autorités

d'occupation avaient accordé le droit de résidence permanent pour eux et leurs descendants. Mais cette fermeture a bientôt eu aussi pour objectif inavoué de maintenir une tension du marché du travail qui servait la stratégie politique du PLD. Les plaintes répétées du patronat se sont vu opposer le dogme de la « nation qui tire sa force de sa pureté ethnique », faisant de l'immigration un véritable tabou politique. Jusqu'aux années 1990, outre les cadres expatriés, les étrangers n'étaient autorisés à travailler dans l'archipel qu'à des emplois que des Japonais étaient censés ne pas pouvoir occuper (essentiellement enseignants, cuisiniers, boulangers et prêtres, pour les Français, ou femmes de ménage et « artistes » pour les Philippines). La seule communauté de quelque importance était celle que formaient environ un million de Coréens, dont le Japon ne pouvait pas se débarrasser comme il l'aurait souhaité.

La porte s'est pourtant entrouverte à partir des années 1980, parce que « l'internationalisation » était un mot d'ordre officiel [voir chapitre 6, II, 2] et que les jeunes Japonais n'acceptaient plus les emplois dits « 3K » (*kitanai, kitsui, kiken* : sales, pénibles et dangereux). Depuis 1990, tous les descendants de Japonais (*nikkeijin*) dans le monde ont le droit de venir résider en permanence pour travailler dans l'Archipel, ce qui a permis aux usines et aux chantiers nippons d'embaucher quelque 300 000 Brésiliens sans porter atteinte au mythe national de la pureté ethnique. Depuis 1993, au nom de l'aide au développement, les entreprises japonaises d'une soixantaine de secteurs d'activité peuvent aussi « former » des « stagiaires » venus d'Asie (surtout Chine, Indonésie, Vietnam, Philippines et Thaïlande) pour trois années au plus. Nombre d'entre eux se retrouvent aux travaux 3K ou aux caisses des supérettes, et ceux qui n'y donnent pas toute satisfaction sont renvoyés chez eux au bout de la première année. Cette main-d'œuvre sous contrôle et bon marché est très prisée des entreprises, qui se disputent le contingent annuel réparti entre elles par le ministère du Travail. Les effectifs de ces « stagiaires » (environ 90 000 par an) correspondent aux besoins globaux estimés plus haut par les autorités. L'organisation des Jeux olympiques de 2020 sera l'occasion – sinon le prétexte – d'ouvrir plus largement la porte tout en conservant l'alibi de l'aide au développement : la durée des « stages de formation » devrait être portée à six ans, et les quotas revus à la hausse pour le secteur de la construction, qui serait demandeur de 100 000 à 200 000 travailleurs.

Certains flux d'immigration sont entièrement féminins. Celui des « artistes » philippines, importées par les yakuzas pour les bars à hôtesse, s'est réduit depuis que la crise frappe ces établissements. Il a été relayé par un flux massif dans le secteur des soins aux seniors, et par celui d'épouses recrutées par des agences spécialisées à destination des campagnes où les hommes n'en trouvent plus. La population philippine dans l'Archipel a ainsi quadruplé depuis 1990. En 2011, elle atteignait 209 000 personnes soit 10 % des résidents étrangers, à égalité avec les Brésiliens, après les Chinois (32 %, 674 000) et les Coréens (26 %, 545 000). Le nombre de ces derniers se réduit régulièrement, car la naturalisation est de droit pour eux s'ils la demandent – autre disposition imposée sous l'occupation.

Malgré ces évolutions, l'ouverture reste timide. Depuis le tournant du siècle, le nombre de résidents étrangers dans l'Archipel n'est passé que de 1,7 à 2,09 millions (+ 22 %), alors qu'il a triplé en Corée. En outre, il diminue depuis 2008, avec le retour de nombreux Brésiliens chez eux pour cause de crise, et la catastrophe de Fukushima a accéléré le mouvement. Les étrangers ne représentent que 1,6 % de la population (deux fois moins qu'en Corée) et seulement 6 % des mariages sont mixtes (10 % en Corée). Il faut y ajouter les clandestins, estimés dans les belles années 1980 à 400 000 personnes, mais dont la crise aurait réduit le nombre de plus de moitié. Un grand nombre sont des Chinois venus « étudier » dans un réseau d'écoles de langue très peu regardantes sur leur assiduité. En l'absence de toute possibilité de régularisation, ils se laissent très volontiers rapatrier aux frais du contribuable nippon une fois amassé un pécule, au rythme de quelque 25 000 par an – qui sont aussitôt remplacés.

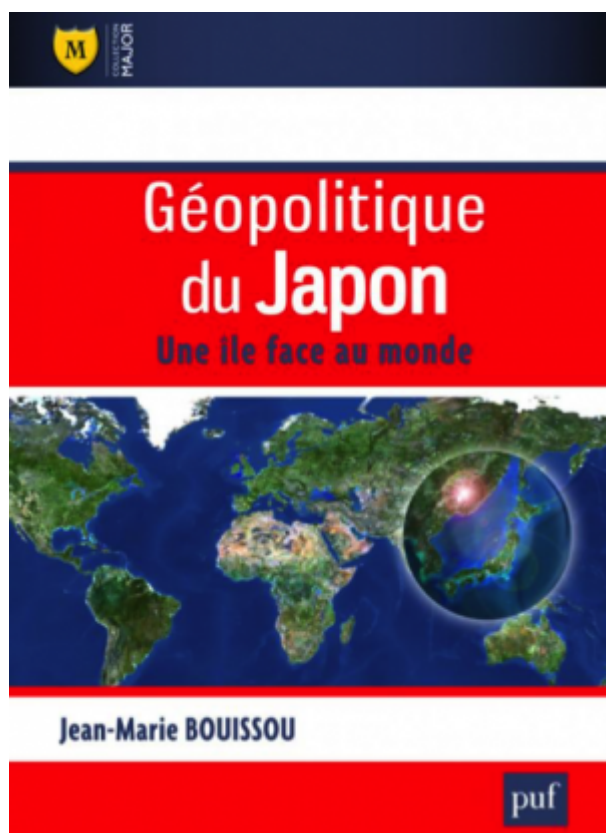
Les autorités ont beau invoquer la trilogie « femmes, seniors, robots », elles sont néanmoins conscientes que l'Archipel a besoin de davantage de travailleurs étrangers, notamment des ingénieurs, des informaticiens et autres travailleurs qualifiés. Ni les *nikkeijin*, ni les « stagiaires en formation » ne peuvent répondre à ces besoins. Depuis 2000, la politique officielle est de recenser ces besoins spécifiques et d'y répondre au coup par coup « sans affecter la vie sociale des citoyens japonais ». L'idée est de n'admettre que les travailleurs dont l'Archipel a besoin en nombre et en qualité, en les sélectionnant au départ, en limitant strictement la durée de leur séjour et sans qu'ils puissent être accompagnés d'une éventuelle famille. La solution parfaite semble celle de contrats bilatéraux passés avec certains pays

fournisseurs, dont le prototype a été la négociation pour recruter 6 000 infirmières, commencée avec les Philippines et finalement conclue avec l'Indonésie (2007). Mais ce rêve d'une immigration entièrement sélectionnée, contractuelle et temporaire, se heurte cependant à la faiblesse des rémunérations et des perspectives professionnelles offertes à ces travailleurs qualifiés que l'on prétend attirer, ainsi qu'à l'impossibilité d'empêcher que certains n'acquiescent droit de cité en épousant un(e) Japonais(e).

Copyright 2014-Bouissou/Presses Universitaires de France

Plus

Jean-Marie Bouissou, "Géopolitique du Japon. Une île face au monde", Presses Universitaires de France



4e de couverture

Le Japon n'est pas une île mais, pour la géopolitique, il apparaît plus insulaire qu'archipélagique : terre d'ancrage bien plus que de passages, compact, intimement identifié à son territoire, alternant projections vers l'extérieur et replis en bon ordre...

La géopolitique du Japon présente au moins trois spécificités. La dimension intérieure y prend une importance inédite : la première force du Japon, ce sont les Japonais et leur société. Sa vision du monde s'enracine dans une culture non occidentale et une histoire très originale : « mission » et principes comptent bien moins que les hiérarchies, mais aussi les frustrations. Et - en théorie - le Japon a renoncé au hard power depuis plus d'un demi-siècle.

Le Japon a bien plus d'importance pour notre avenir que nous ne le soupçonnons. Parce qu'il est au cœur des équilibres de l'Asie, futur centre de gravité de la planète. Parce qu'il pourrait devenir un cas d'école du déclin des grandes puissances, ou, tout au contraire, de leur capacité à se réinventer.

Voir plus sur [le livre de Jean-Marie Bouissou, "Géopolitique du Japon. Une île face au monde", sur le site des Presses Universitaires de France](#)

P.-S.

Ancien élève de l'ENS et agrégé d'histoire, Jean-Marie Bouissou est directeur de recherche à Sciences Po. Il a publié ou dirigé de nombreux ouvrages, dont *Le Japon contemporain* (Fayard), *Quand les sumos apprennent à danser. Le nouveau modèle japonais* (Fayard) et *Japan. The Burden of Success* (Hurst & C°).